

Visite royale annulée : trop de risques...



Hier encore, à l'Elysée, ça discutait ferme: quels dispositifs de sécurité pour la visite du souverain anglais.

Il ne faudrait pas que, telle Fiorina , étudiante à l'université d'Amiens, Camilla se chope un tir de « *Flashball* » et s'effondre, l'œil complètement explosé... forcée de gésir dans son sang pendant des heures. Notre turpide tyranneau ayant supprimé des milliers de lits d'hôpitaux, la pauvre reine dusse rendre l'âme sur le pavé.

Car si certains Français ont répondu à l'appel et sont venus volontairement restituer leurs pistolets et autres pétards privés, aujourd'hui, au pays des droits de l'Homme, lors des manifestations, les forces de l'ordre utilisent systématiquement des LBD, véritables armes de guerre. Adoptée par la police en 1995 pour éviter les traditionnelles interactions physiques, symbolisées par les confrontations entre forces de l'ordre et manifestants, afin d'épargner les policiers des risques de blessures graves. Dans la France

macronique, la police n'hésite plus à utiliser cette arme de guerre contre la foule dans ses opérations de contention. Il s'agit de mutiler et de terroriser la population turbulente ou révoltée. De pacifier leurs ardeurs revendicatives, de leur apprendre la docilité, l'obéissance, la soumission.

Tout cela est terminé. Les préposés à la communication du palais ont annoncé le report de la visite royale. Plongé dans le dépit, Rodomon premier tente de retrouver une chansonnette que lui fredonnait sa grand-mère.

Vendredi matin, le roi, la reine et le p'tit prince, doivent v'nir chez moi, pour me serrer la pince

Espérant en secret bien plus qu'un serrement de pince, il est inconsolable.



Charles III devait effectuer sa première visite officielle en France.

Les gazettes évoquent le » *contexte actuel et les nombreuses manifestations dans l'Hexagone* ". Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites. Le contexte actuel ? Un chef d'Etat débordant de mépris pour ses concitoyens. Et qui en reçoit la note.

Ceux qui ne sont rien exigent une amélioration du pouvoir d'achat, le référendum d'initiative citoyenne, la proportionnelle intégrale, la révocation de l'Assemblée

nationale, la mise à pied de Dupont-du-Bradoneur, la baisse des taxes sur le pétrole, la TVA a minima pour les produits de première nécessité, une retraite à 62 et non à 64 ans. Et quoi encore ? Ils sont capables de tout. Une griffe sur la carrosserie est vite arrivée.

Charles, l'«ami» de notre lamentable plastronneur s'est-il amusé autant que nous lorsque son copain si proche s'est fait gifler en public ? Lorsqu'un œuf mollet a atterri sur sa moumoute au salon de l'agriculture ? Que dit-il donc des infâmes « rumeurs » qui circulent à son sujet ? Lui qui pratique le *never complain never explain* ?

« Compte tenu de l'annonce, hier, d'une nouvelle journée d'action nationale en France, la visite du roi sera reportée », écrit l'équipe du grand Rodomon dans un communiqué officiel. Il précise qu'il a lui-même pris cette triste décision à la suite d'« un échange téléphonique avec le roi ».

Craignant pour la sécurité de Camilla et de Brichel, toutes les deux tant aimées du petit peuple, il souhaite pouvoir accueillir son alter ego dans des conditions « correspondant à notre relation d'amitié ». Oui, sa lamentable décadence aime que l'on croie qu'il est copain avec tout ce qui porte une couronne.

Charles III devait s'envoler pour Paris dès ce dimanche, aux côtés de la seconde dame d'Angleterre. Les couples seigneuriaux devaient parader sur les Champs-Élysées et prendre part à un banquet à Versailles. Tels Ghosn du temps de sa splendeur.

Les deux Anglais prévoient également de se rendre à Bordeaux mais là aussi, les « riens » se lancent des pavés à la figure. Certains hurlent même : **la censure pour Borne, la destitution pour Macron**. Charles n'apprécierait pas.

Miss 49.3, estimant que les forces de l'ordre «ONT UN DEVOIR

D'EXEMPLARITÉ" tout en faisant juste le contraire, est bien incapable d'annoncer une nouvelle date. Elle serait fragilisée à Matignon après le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution française.

Le pays n'est même pas en capacité d'assurer la sécurité d'un chef d'État. Ce dernier, qui pensait se balader avec un monarque à Versailles pendant que le peuple crie 'On manque de pain' feint l'assurance.

La question : que vont faire les deux désinvités de ces quatre jours de liberté ? Pêcher le saumon et la truite mouchetée dans l'Aberdeenshire, probablement.

Anne Schubert